

Superphénix, le bon à rien du nucléaire

Hier, il devait être le fleuron de l'industrie. Aujourd'hui, il ne peut même pas servir la recherche, comme le révèle le rapport Castaing

>Françoise Harrois-Monin

Le gouvernement va être déçu par le rapport que le Pr Raymond Castaing vient de lui remettre. Les pouvoirs publics, en effet, comptaient bien y trouver des justifications pour maintenir en fonctionnement le réacteur nucléaire le plus contesté d'Europe : Superphénix, exploité par la Nersa, où se côtoient EDF (51 %), l'Enel italienne (33 %) et la SBK (16 %), majoritairement allemande. Or le texte démontre, en termes diplomatiques, que le surgénérateur de Creys-Malville ne peut même pas, en l'état actuel des connaissances, servir d'outil de recherche.

Un nouveau coup dur pour cette centrale à neutrons rapides (RNR) - elle emploie plus de 600 personnes et son coût d'exploitation s'élève à 800 millions de francs par an - qui a connu un parcours des plus chaotiques. Mis en service en 1986, Superphénix devait être le fleuron de l'industrie nucléaire française. Mais, en l'espace de dix ans, ce réacteur, bête noire des écologistes, a connu pépin sur pépin. Il n'a tourné que 7 400 heures et n'a fourni que le septième des kilowattheures espérés, à des prix 2 à 3 fois supérieurs à ceux d'une centrale classique. En février 1994, Edouard Balladur décide que cette « merveille high-tech », qui a coûté près de 30 milliards de francs, ne sera jamais rentable. Il préférerait la transformer en ins-

trument de recherche propre à traiter l'épineux dossier des déchets radioactifs les plus dangereux, tout en la laissant continuer à fournir de l'énergie à la Nersa.

Est-ce réalisable ? La commission Castaing a été mise sur pied pour trancher. Ses conclusions sont édifiantes. D'abord, dans le contexte actuel (pas de pénurie d'énergie, ou d'uranium), les surgénérateurs ne seront pas à l'ordre du jour avant l'an 2050. Ensuite, rien ne prouve que la centrale sera un jour capable de brûler du plutonium - ce poison qui naît dans le cœur des centrales actuelles. Il faudra attendre l'an 2004 pour être fixé.

Superphénix sera alors au mieux capable de faire disparaître chaque année 1 % de la production annuelle du parc nucléaire français. Enfin, on ne sait même pas aujourd'hui si la centrale de Creys-Malville pourrait nous débarrasser des autres déchets les plus dangereux, comme l'américium et le neptunium. Les recherches sur le sujet sont balbutiantes.

Triste constat qui aurait dû conduire la commission Castaing à affirmer haut et fort son désaccord avec le plan du gouvernement. Ce qu'elle n'a pas fait, refusant d'être le « fossoyeur » de Superphénix et laissant la décision aux hommes politiques. Cette attitude a conduit l'un de ses membres, Raymond Sené, physicien nucléaire appartenant au GSIEN (1), à démissionner au début du mois de juin. « A ce stade, commente un spécialiste, ne pas renoncer à Superphénix relève de

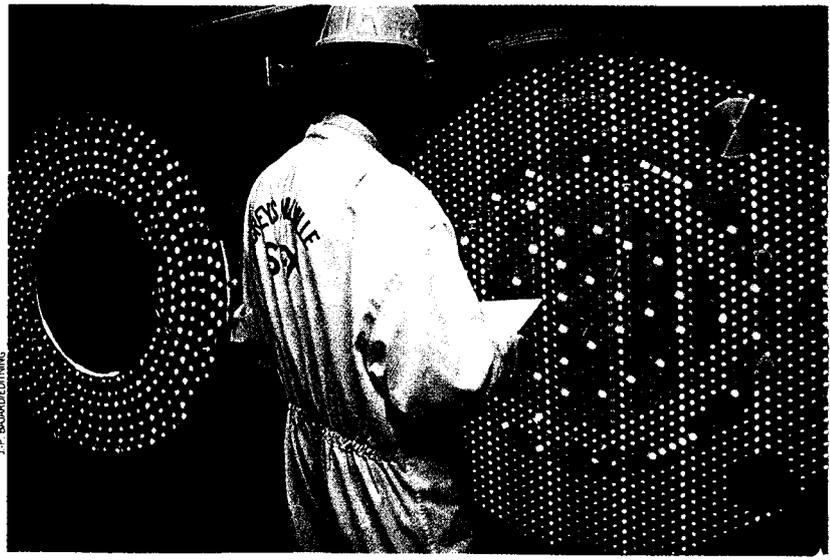
l'acharnement thérapeutique. »

C'est oublier les enjeux financiers. Lorsque, en 1994, le gouvernement Balladur transforme le statut de Superphénix, aucun des partenaires étrangers de la Nersa ne souhaite participer au programme de recherche, dont le montant avoisine 1 milliard par an. Enel comme la SBK menacent de se retirer. Coup dur pour EDF, qui devrait assurer seule les frais de fonctionnement et de remboursement des emprunts, et pour le gouvernement, qui aurait à déboursier 18 milliards de francs d'indemnités. En septembre 1995, un compromis très avantageux pour les partenaires d'EDF est trouvé. Italiens et Allemands resteront au sein de la Nersa et la compagnie nationale d'électricité, seule pénalisée, leur fournira jusqu'au 31 décembre 2000 des kilowattheures (14,5 tWh) en provenance des centrales nucléaires françaises. Et cela, que Superphénix fonctionne ou non. Bercy, de son côté, n'aura pas à délier sa bourse.

Malgré son inutilité de plus en plus flagrante, personne n'a donc le courage de donner le coup de grâce à ce gouffre à milliards qu'est devenu le surgénérateur. ●

(1) Groupement des scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire.

Le surgénérateur de Creys-Malville n'a fonctionné que 7 400 heures (environ 12 mois) depuis sa mise en service, en 1985. Il aura coûté 30 milliards de francs, soit l'équivalent de 3 centrales nucléaires classiques.



J.-P. BAURDET/STANIS